

**BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT
FONDS AFRICAIN DE DEVELOPPEMENT**



MOZAMBIQUE

DOCUMENT DE STRATÉGIE PAR PAYS: 2006-2009

RAPPORT DE LA REVUE A MI-PARCOURS

NB : Ce document contient des addenda ou des errata en annexe.

DÉPARTEMENT ORSB

5 août 2008

March, 2008

TABLE DES MATIÈRES

	Page	
I	<u>INTRODUCTION</u>	1
II	<u>ÉVOLUTION RÉCENTE AU MOZAMBIQUE</u>	2
	2.1 Contexte politique	2
	2.2 Situation macroéconomique	2
III	<u>RÉSULTATS A MI-PAROURS DU DSPAR DU GROUPE DE LA BANQUE</u>	4
	3.1 Etat d'avancement vers les résultats du DSP	4
	3.2 Le DSPAR et les interventions de la Banque (2005-2009)	7
	3.3 Resource Allocation	8
	3.4 Gestion du portefeuille	8
	3.5 Coordination et harmonisation de l'aide	8
	3.6 Suivi et évaluation (S&E) de l'assistance du Groupe de la Banque	8
IV	<u>LEÇONS APPRISES À MI-PAROURS</u>	9
	4.1 Pour la Banque	9
	4.2 Pour le Gouvernement	10
V.	<u>STRATÉGIE DU GROUPE DE LA BANQUE POUR LA PÉRIODE RESTANTE</u>	11
	5.1 Stratégie pour 2008-2009	11
	5.2 Activités de non prêts	11
	5.3 Questions relative au dialogue	13
	5.4 Gestion du risque et mesures d'atténuation	13
VI.	<u>CONCLUSION ET RECOMMANDATION</u>	14
	6.1 Conclusion	14
	6.2 Recommandation	14
Annexe I	Indicateurs de la performance macroéconomique	
Annexe II	Indicateurs de suivi des résultats du DSPAR 2006-08	
Annexe III	Etat récapitulatif des projets en cours	
Annexe IV	Performance du portefeuille	

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

BAD	Banque africaine de développement
BoM	Banque du Mozambique
CEP	Cellule d'exécution de projet
CevP	Cadre d'évaluation de la performance
CFMP	Scénario budgétaire à moyen terme
CGP	Cellule de gestion économique
IPC	Indice de perception de la corruption
DSP	Document de stratégie pays
DSPAR	Document de stratégie pays axé sur les résultats
EDM	Société d'électricité du Mozambique
EPIP	Evaluation des politiques et institutions du pays
FAD	Fonds africain de développement
FMI	Fonds monétaire international
FRELIMO	Front de libération du Mozambique
FRPC	Facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance
GoM	Gouvernement du Mozambique
IADM	Initiative d'allègement de la dette multilatérale
MAE	Ministère de l'Administration de l'Etat
MF	Ministère des Finances
MIC	Ministère de l'Industrie et du Commerce
MINAG	Ministère de l'Agriculture
MISAU	Ministère de la Santé
MPD	Ministère du Plan et du Développement
PARPA	Plan d'action pour la réduction de la pauvreté absolue
PIB	Produit intérieur brut
PPTE	Pays pauvre très endetté
PRISE	Programme intégré du secteur routier
RENAMO	Résistance nationale du Mozambique
RPP	Revue du portefeuille pays
RRPP	Rapport sur la revue du portefeuille pays
S&E	Suivi et évaluation
SIDA	Syndrome d'immunodéficience acquise
SISTAFE	Système d'information de gestion financière
TA	Tribunal administratif
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
UC	Unité de compte
UE	Union européenne
VAN	Valeur actualisée nette

ÉQUIVALENCES MONÉTAIRES

(Fin août 2008)

1 UC = 1,590 dollar EU

1 UC = 39,1235 MZN

1 \$EU = 25 MZN

EXERCICE BUDGÉTAIRE

1er janvier - 31 décembre

POIDS ET MESURES

Système métrique

I. INTRODUCTION

1.1 Le Conseil d'administration a examiné le Document de stratégie pays axé sur les résultats (DSPAR) pour le Mozambique (ADB/BD/WP/2006/47) le 26 avril 2006. Le DSP 2006-2009 cadre avec le Programme stratégique de réduction de la pauvreté du GoM, le PARPA II. Au cours du débat sur le DSP, le Conseil a pu établir que les réformes de la politique économique et la stabilité politique ont contribué à l'amélioration de l'environnement macroéconomique, à la transformation structurelle socioéconomique, à la relance de la croissance et à l'établissement de meilleurs indicateurs sociaux. En outre, le Conseil a encouragé le Gouvernement à poursuivre l'application de politiques monétaires et budgétaires prudentes susceptibles de favoriser la réduction du déficit budgétaire, la baisse de la pression inflationniste et l'amélioration de la position extérieure. Le Conseil a recommandé que, pour améliorer davantage la performance macroéconomique et réduire la dépendance du pays à l'égard de l'aide extérieure, des efforts supplémentaires soient faits pour mobiliser les recettes fiscales, accroître l'épargne nationale et faciliter l'intermédiation financière. Par ailleurs, le Conseil s'est dit préoccupé par les divers défis auxquels le pays est confronté, notamment l'élimination des entraves à l'investissement privé, telles que l'insuffisance des infrastructures physiques et économiques, l'inadéquation du cadre juridique et réglementaire, le coût élevé de l'activité économique et le sous-développement du secteur financier. Le Conseil a aussi exhorté le Gouvernement à persévérer dans la promotion de la bonne gouvernance, la réduction de la corruption, l'amélioration de l'efficacité et des capacités du secteur public en matière de prestation de services sociaux, l'endigement de la propagation du VIH/Sida et la promotion de la diversification de l'économie et de la coopération régionale.

1.2 Le DSP a été conçu pour aider le Gouvernement et le secteur privé à faire face à ces défis de développement, en mettant l'accent sur deux piliers stratégiques qui se renforcent mutuellement : *i) la Gouvernance – par le renforcement des réformes économiques, de la bonne gouvernance et des capacités institutionnelles, et ii) les Infrastructures – par le développement des infrastructures nationales et l'accroissement de l'accès aux services économiques et sociaux de base, avec un accent sur la mise en place d'un réseau routier, l'accès à l'eau, à l'assainissement et à l'électricité afin d'améliorer les conditions de vie des populations et, en même temps, de faire face à l'un des obstacles majeurs de l'activité économique.*

1.3 Le rapport sur la Revue à mi-parcours a tiré parti de la mission de dialogue à mi-parcours avec le gouvernement et d'autres parties prenantes, du projet de Revue du portefeuille pays de 2008, des quatrième et cinquième Facilités pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (FRPC), des revues effectuées par le FMI et des rapports de supervision des projets en cours par les services de la Banque, de la Revue conjointe des Partenariats pour l'évaluation de la performance (PEP) de 2007 et 2008, ainsi que des Revues conjointes semestrielles de 2007 et 2008. Le présent Rapport couvre les quatre principales sections suivantes : i) l'évolution récente au Mozambique, ii) l'état d'avancement de la mise en œuvre du DSP, iii) la stratégie du Groupe de la Banque pour la période restante et, iv) la conclusion et les recommandations.

II. L'ÉVOLUTION RÉCENTE AU MOZAMBIQUE

2.1 Contexte politique

2.1.1 Seize ans après l'accord de paix qui a mis fin à pratiquement deux décennies de guerre civile et ouvert la voie à la mise en place d'un système démocratique multipartite, le Mozambique continue de vivre l'émergence d'une démocratie dynamique caractérisée par une vive compétition politique, une presse qui s'exprime avec force et sans détour, et une participation croissante des citoyens. La séparation des pouvoirs entre le judiciaire, l'exécutif et le législatif, ainsi que le respect de l'Etat de droit continuent de s'enraciner. Des élections générales ont été organisées avec succès en 1994, 1999 et 2004 ; et, dans le cadre du processus de décentralisation du pays, des élections locales ont eu lieu en 1998 et 2004. La durée des mandats constitutionnels a été respectée et d'autres élections locales et générales sont prévues en 2008 et 2009 respectivement. Pendant la période restante du DSP (2008-2009), l'agenda politique du Mozambique sera sans doute dominé par les deux prochaines échéances électorales.

2.1.2 A en juger par les campagnes antérieures, et étant donné que la situation s'est aggravée du fait des récentes crises alimentaire et pétrolière, le débat politique devrait être houleux en prélude aux prochaines élections. La couverture médiatique et la forte visibilité des récents cas de corruption présumée devraient placer le programme de lutte contre la corruption parmi les thèmes majeurs du débat préélectoral. Les partenaires au développement du Mozambique, pour leur part, préconisent l'établissement de cibles mesurables pour que les plans de lutte contre la corruption permettent de progresser dans le suivi et l'évaluation des impacts de ces activités. Certes, la lutte contre la corruption a été au cœur du programme politique du Président Guebuza ; toutefois, les médias locaux et les bailleurs de fonds ont exprimé leurs préoccupations quant au fait que la stratégie gouvernementale de lutte contre la corruption n'a produit que peu de résultats tangibles.

2.2 Développements macroéconomiques

2.2.1 D'après la revue de la FRPC effectuée par le FMI en juillet 2008, le Mozambique est devenu un Etat stabilisé mûr, qui met en œuvre des politiques macroéconomiques à même de faire face aux principales vulnérabilités de son économie. La croissance a résisté aux chocs dus aux aléas climatiques et aux prix extérieurs. En effet, en dépit des grandes inondations survenues à la fin de 2007 et de fortes hausses des prix internationaux des importations (denrées alimentaires et pétrole), le Mozambique a continué de vivre une période soutenue de forte croissance du PIB réel. Cette croissance qui était élevée en 2006 (8,5%) a enregistré un léger ralentissement en 2007 (7,3%). Toutefois, la croissance est restée en moyenne à 7% pendant la période 2006-mi 2008, soit une valeur considérablement élevée, et l'on prévoit approximativement un rythme similaire pour la période restante.

2.2.2 Malgré les pressions inflationnistes de la croissance économique et la hausse des prix des denrées alimentaires, le principal défi monétaire de la période du DSP – maintenir le taux d'inflation annuel en dessous de 10 % - a été relevé. Le taux d'inflation a continué de baisser, passant de 13,2 % en 2006 à 8,2 % en 2007, et l'on estime qu'il sera de 7,3 % en 2008. La Banque du Mozambique a continué de cibler la monnaie de référence et elle a énormément tablé sur les ventes de devises pour absorber les surliquidités de l'économie. Le taux de change du Metical est resté généralement inchangé en 2006-2007, soit 25,8 dollars EU en moyenne.

2.2.3 Les autorités ont maintenu une gestion budgétaire prudente. La politique budgétaire a dépassé les attentes, malgré les dépenses d'urgence liées aux aléas climatiques. Le ratio Recettes fiscales/PIB a augmenté, passant de 13,2 % en 2006 à 14,4 % en 2007 et 2008, et il est prévu qu'il atteindra environ 15 % du PIB en 2009. Les dépenses budgétisées en faveur des pauvres – indiquée comme Dépenses pour les priorités du PARPA – ont aussi atteint leur objectif de 65 %¹. Toutefois, pour la période restante du DSP, la discipline budgétaire pourrait être sous pression, étant donné que l'agenda électoral peut entraîner des dépenses publiques non programmées.

2.2.4 La balance extérieure s'est bien comportée, mais elle a été négativement affectée par les chocs extérieurs des prix des produits alimentaires et pétroliers. Le solde du compte courant était de -1,125 et de -1,286 milliard de Mt en 2006 et 2007 respectivement, soit -9,1% du PIB pendant les deux exercices. En 2008, il devrait atteindre -12,3% en raison de la hausse des cours internationaux des produits alimentaires et pétroliers.²

2.2.5 Pendant la période du DSP, la croissance a été stimulée essentiellement par les projets de construction financés par l'aide/bailleurs de fonds, l'investissement extérieur dans le secteur de l'énergie, et la production agricole. En ventilant par secteur, on note que l'expansion économique a été engendrée essentiellement par le secteur primaire, en particulier l'agriculture qui a enregistré une croissance de 8 % et les industries extractives de 12,6 %. L'agriculture a obtenu des résultats satisfaisants et le secteur tertiaire était le deuxième des secteurs les plus performants grâce au dynamisme des secteurs des transports et des communications, des hôtels/restaurants et des services financiers. Le secteur secondaire a été le moins performant, en raison de la contraction des activités de fabrication et de la chute de l'approvisionnement en électricité. L'un des défis majeurs auxquels ce secteur a été confronté pendant la période correspondant au mi-parcours a été le rationnement de l'approvisionnement en électricité aux grands clients industriels par Eskom, société publique sud-africaine, ce qui a provoqué une baisse de 10 % de l'approvisionnement en électricité.

2.2.6 Malgré les bons résultats de la croissance, l'on est préoccupé par le fait que celle-ci pourrait connaître un ralentissement lorsque les mégaprojets à forte intensité de capitaux/énergie et orientés vers l'exportation atteindront leur point d'achèvement et que les investissements à forte intensité de main-d'œuvre n'auront pas pu voir le jour. Le manque d'approvisionnement en électricité pourrait aussi compromettre l'effet des mégaprojets industriels sur la croissance, étant donné que la disponibilité de l'électricité bon marché a été l'un des principaux facteurs d'attraction des potentiels investisseurs étrangers. Pour que la croissance soit soutenue, il faudra réaliser d'importants gains de productivité, en particulier dans les secteurs à fort potentiel comme les agro-industries, le tourisme, les transports, les services et les communications.

¹ Rien qu'en 2007, les dépenses au titre des priorités du PARPA ont été réduites à 61,5% en raison de contraintes liées aux pénuries d'aides, à savoir au Fonds commun de santé. Cependant, durant la période considérée, elles sont restées au seuil minimal des 65% visés.

² 20% des importations du Mozambique sont liés au pétrole, ce qui montre que la balance commerciale est particulièrement sensible à la fluctuation des prix du pétrole. Le Mozambique demeure un pays à faible revenu et à déficit alimentaire, qui importe annuellement environ 470 000 tonnes de blé (100% de la demande intérieure), 320 000 tonnes de riz (75% de la demande intérieure) et 100 000 tonnes de maïs.

III. RÉSULTATS A MOYEN TERME DU DSPAR DU GROUPE DE LA BANQUE

3.1 État d'avancement vers les résultats escomptés

3.1.1 Le DSP 2006-2009 a été conçu pour faciliter la réalisation des deux principaux objectifs suivants : Pilier 1 – améliorer la gouvernance et renforcer les réformes économiques et les capacités institutionnelles. Pilier 2 – développer les infrastructures nationales et accroître l'accès aux services économiques et sociaux de base. Le DSPAR 2006-2009 vise à produire les résultats suivants : Pilier 1 –a) les réformes macroéconomiques destinées à : i) améliorer l'efficacité et l'efficacité de la gestion des ressources publiques, ii) allouer un budget suffisant aux secteurs prioritaires du PARPA; b) les réformes du secteur public visant à : i) rationaliser, restructurer et décentraliser les Ministères ; ii) mettre en œuvre la réforme salariale et le cadre des mesures incitatives ; iii) assurer la transparence et l'efficacité du système de passation des marchés ; iv) mettre en œuvre des programmes participatifs, transparents et responsables de lutte contre la corruption; c) la réforme juridique et judiciaire visant à : i) améliorer l'efficacité de la fourniture des services juridiques et judiciaires, grâce au renforcement des capacités institutionnelles et à la mise à jour des codes juridiques ; ii) consolider les progrès en matière d'apurement des affaires en instance et d'octroi de licences aux nouvelles entreprises. Pilier 2 – vise à développer les infrastructures nationales et accroître l'accès aux services économiques et sociaux de base par i) l'amélioration du réseau routier national ; ii) l'amélioration de l'accès à l'eau et à l'assainissement, et iii) l'accroissement du taux d'accès à l'électricité, qui serait porté aux normes régionales, permettant ainsi de surmonter l'un des principaux obstacles à l'activité économique.

3.1.2 L'évaluation du cadre des résultats du DSPAR a révélé cinq principaux points de préoccupation: i) la diversité des sources de données destinées au suivi des indicateurs a produit des résultats ambigus; ii) la mauvaise liaison entre les indicateurs des résultats globaux, d'une part, et les indicateurs des résultats et de la production du projet, d'autre part ; iii) certains indicateurs présentaient des problèmes de mesure, ou alors aucune donnée n'était disponible ; iv) certaines cibles ont été atteintes en partie, alors que la cible dans son ensemble n'était pas atteinte, ce qui a compliqué l'évaluation du progrès réel ; v) certaines analyses de la sensibilité des indicateurs sont requises pour évaluer l'impact réel des résultats obtenus (à savoir l'impact des lois). Pour garantir une revue satisfaisante du DSPAR et le suivi subséquent du progrès pour la période restante, on a effectué la revue à mi-parcours en comparant la situation initiale en 2005 avec le progrès réalisé en 2008, sur la base des indicateurs établis dans le DSP 2006-09. Le suivi des indicateurs de résultats à mi-parcours du DSPAR de 2006-08 est présenté au Tableau 2 (Annexe II).

3.1.3 **Le Tableau 2 montre une évolution positive de la majorité des indicateurs de résultats entre 2006 et 2008. La revue générale à mi-parcours indique que la mise en œuvre du DSPAR est en cohérence avec les résultats attendus et que la mise en œuvre du PARPA est globalement positive.** Dans certains domaines d'intervention, les indicateurs ont été réalisés dans le moyen terme ; ainsi, ils pourraient être supérieurs aux résultats prévus. Dans d'autres domaines, il convient de redoubler les efforts pour s'assurer que les deux piliers sont approfondis et que le niveau actuel de performance ne chute pas.

Pilier 1: Gouvernance par le truchement de l'appui budgétaire

Réformes macroéconomiques : Les cibles du recouvrement des recettes ont eu une bonne performance, des allocations budgétaires ont été assurées aux priorités du PARPA, et la croissance a été forte et soutenue grâce à une politique monétaire et budgétaire prudente.

Réformes du secteur public : Les réformes de la gestion des finances publiques progressent bien. Le GoM s'est engagé à mettre en œuvre les deux premières phases du projet e-SISTAFE relative à l'exécution, au contrôle et à l'évaluation du budget. L'exécution directe de e-SISTAFE au budget s'est considérablement améliorée, passant de 5 % en 2006 à plus de 80 % en 2007, et des progrès ont été enregistrés, notamment dans la proportion de la dépense totale qui est effectivement indiquée dans le budget de l'Etat, bien que des progrès puissent encore être réalisés en intégrant les pensions et les fonds extérieurs dans l'exécution directe. Le **scénario budgétaire à moyen terme (CFMP)** a été un outil de planification efficace pour assurer la discipline budgétaire et programmer la dépense budgétaire à moyen terme. Mais, bien que le Budget général de l'Etat soit conforme au CFMP, les plans de restructuration n'ont pas satisfait pleinement les attentes, car des détails additionnels sur les dépenses désagrégées ont été nécessaires pour évaluer l'impact réel. Néanmoins, la **réforme budgétaire** a eu des résultats très positifs, en augmentant la proportion des recettes budgétaires dans le PIB, grâce à la réduction de l'évasion fiscale, à une meilleure gestion des remboursements de la TVA et de la simplification des procédures tarifaires. Un nouveau code des avantages fiscaux et l'informatisation de la chaîne de recouvrement des recettes ont été approuvés ; de plus, un projet de loi, portant réforme fiscale, a été soumis au Parlement en mai 2008, qui vise à élargir l'assiette fiscale, à réduire la charge fiscale des plus faibles revenus et à accroître les recettes fiscales publiques en général.

Malgré ces résultats positifs, il existe toujours des lacunes et des faiblesses dans la gestion des finances publiques dans certains domaines au niveau sectoriel et provincial. En outre, il est aussi nécessaire d'étendre le e-SISTAFE aux municipalités. Toutefois, l'absence d'un système de communication efficace, d'un personnel qualifié et d'infrastructures appropriées reste une contrainte importante.

Le nombre d'**audits** internes réalisés a crû, en comparaison avec les années précédentes, ainsi que le nombre de décisions prises par l'Inspection générale des Finances (IGF) sur les audits réalisés. Des progrès ont été notés dans la capacité à réaliser et à étendre les audits internes et externes, l'amélioration de la couverture de la dépense publique auditée, avec un accent sur les audits réalisés par le Tribunal administratif (TA) dans divers districts. Mais, l'audit externe réalisé par le TA n'a pas eu des résultats aussi satisfaisants que l'audit interne.

S'agissant de la **décentralisation**, des progrès ont été enregistrés grâce à l'introduction du Budget d'investissement en faveur des Initiatives locales, la réorganisation et le renforcement des administrations de district et l'amélioration de la gestion des ressources humaines au niveau local. L'élaboration de la Politique nationale de décentralisation avance aussi. Mais, il est établi qu'il n'y a pas de progrès en matière de municipalisation et des efforts devraient être faits pour garantir que la décentralisation va au-delà du transfert des fonds sectoriels aux autorités locales et se focalise sur le renforcement des capacités des organismes publics locaux, en particulier pour améliorer les cellules de contrôle opérationnel et faire face à la carence de capacités managériales et techniques des Conseils consultatifs.

Pour résoudre le problème de l'irrégularité des salaires dans la Fonction publique et de la sous-qualification des personnels, une nouvelle réforme salariale a été réalisée.

La Passation des marchés publics a bénéficié d'un nouveau système basé sur des normes internationalement admises. Des améliorations supplémentaires ont aussi été notées en raison de la création de 472 Cellules exécutives de gestion de la passation des marchés (UGEA, *Unidades Gestoras Executoras das Aquisições*) aux niveaux central, provincial et du district.

Les résultats de la lutte **contre la corruption** n'ont pas été à la hauteur des attentes, en particulier en termes de nombre d'affaires avérées et dénoncées à la cellule de lutte contre la corruption. En effet, d'après l'Indice de perception de la corruption de Transparency International, entre 2005 et 2007, le Mozambique a chuté du 97^e au 111^e rang. Mais, cela doit être relativisé, étant donné que le nombre total de pays classés a aussi augmenté (158 en 2005, 163 en 2006 et 179 en 2007)³. La plupart des bailleurs de fonds partenaires à l'aide-programme (PAP) ont promis de maintenir l'appui budgétaire aux niveaux de 2008: l'Autriche, l'Allemagne, l'Irlande et l'Espagne ont promis une hausse alors que la Suède et la Suisse ont annoncé des réductions. La Suède a réduit son appui de 20 millions de couronnes suédoises (3,3 millions de dollars EU au taux de change actuel), mais en dollars, c'est comme si la Suède avait augmenté son appui budgétaire qui est passé de 44,6 millions de dollars EU en 2008 à 47,1 millions de dollars EU en 2009). La Suisse a fait une réduction symbolique – passant de 8 millions de francs suisses (7,3 millions de dollars EU) cette année à 7,5 millions de francs suisses en 2009. Malgré la mauvaise performance, quelques mesures ont été prises par le gouvernement pour lutter contre la corruption, en particulier sous la forme de punitions institutionnelles ; mais cette mesure n'a pas eu d'effets directs sur l'indicateur ciblé, car elle impliquait très peu de conséquences juridiques/judiciaires.

Réforme juridique et judiciaire : dans ce domaine, les indicateurs ont été pratiquement atteints. Des progrès ont été réalisés en termes de nombre de procès par an ; de verdicts prononcés par les tribunaux et de fourniture d'une assistance juridique et judiciaire gratuite aux citoyens. Dans le cadre de la réforme judiciaire, la loi sur le Code du travail et les Prisons a été adoptée, mais le Code pénal, la Loi de l'Institut mozambicain de l'assistance juridique (IPAJ) n'ont pas été finalisés. Une amélioration particulière a été réalisée pour le secteur privé grâce à la réduction du nombre de jours nécessaires pour accomplir les formalités de création d'une entreprise. L'absence de données pertinentes a compliqué le suivi des progrès réalisés en matière de dispositions juridiques du régime foncier.

Pilier 2 : Infrastructures

Les cibles établies en matière d'**eau et d'assainissement** ont été largement dépassées : 1529 nouveaux points d'eau ont été construits, contre un objectif de 1055 ; la couverture des programmes de protection sociale a atteint 119 % de la cible. La cible liée à l'**électricité** a aussi été largement dépassée : les nouvelles connexions au réseau électrique à basse tension en 2006 et 2007 étaient de 71 580 et 90 402 respectivement, soit au total 161 982, ce qui est de loin supérieur à la cible de 30 000.

³ L'IPC étant une mesure indiquant un rang, celui du Mozambique en matière de corruption peut être influencé par l'introduction de nouveaux pays plus performants dans la liste de l'IPC et pas nécessairement le résultat d'une hausse de la perception de la corruption.

Les routes ont connu un résultat inférieur aux attentes, car ce secteur a été confronté à divers problèmes : i) la construction des routes a été négativement influencée par les conditions climatiques. En effet, les inondations et la sécheresse sont devenues plus imprévisibles du fait du réchauffement de la planète, ce qui rend les stratégies d'analyse et d'atténuation des risques tout à fait inopérantes ; ii) l'absence d'un instrument efficace d'harmonisation de l'assistance dans ce secteur a miné la performance en multipliant les opérations de supervision, accroissant ainsi la charge de travail et les coûts de transaction du gouvernement ; iii) le cofinancement entre le GoM et les bailleurs de fonds sur la base des fonds de contrepartie (afin de garantir la propriété du GoM) a néanmoins exercé des pressions sur la prestation de services qui est entravée par le faible niveau des capacités techniques/institutionnelles et la pénurie de ressources. Cela s'est soldé par la mauvaise gestion des contrats, des retards de paiement et l'abandon des chantiers par les entrepreneurs.

Tous ces facteurs ont influencé négativement la performance du secteur, d'où le faible niveau d'exécution et de suivi des projets dans ces domaines.

En 2007, le Programme intégré du secteur routier (PRISE, *Programa Integrado do Sector das Estradas*), a été approuvé pour résoudre ces problèmes. Ce programme gouvernemental en faveur du secteur routier garantit la propriété du GoM et représente un outil d'harmonisation et de coordination important qui centralise et intègre tous les fonds et la gestion du secteur, et il introduit une 'Approche sectorielle'. En outre, la responsabilité du paiement de l'essentiel des sommes dues aux entrepreneurs incombe dorénavant au Fonds routier, afin de réduire les retards de paiement. Le rapport du PRISE fournira aussi des informations actualisées sur l'évolution des diverses activités sectorielles par le truchement des Revues sectorielles conjointes, (la première revue a été réalisée en mars 2008). Le système d'établissement des rapports et de suivi sectoriel est aussi en cours de révision en conformité avec le Cadre d'évaluation de la performance (CevP) ; et le PRISE servira de soutien aux indicateurs de performance sectorielle. Malgré les améliorations, ces innovations ont enregistré des retards et sont trop récentes pour autoriser une évaluation de leur impact. Elles seront plus manifestes dans la période restante du DSP, et l'on espère qu'elles permettront d'atteindre la cible de 75% du réseau routier en bon et raisonnable état.

3.2 Le DSPAR et les interventions de la Banque (2006-2009)

3.2.1 Parmi les interventions de la Banque qui contribuent aux résultats de la mise en œuvre du DSPAR figurent les prêts à l'appui des réformes octroyés dans le cadre du programme d'appui budgétaire, les activités de prêts et de non prêts du projet. L'appui budgétaire général a eu un impact positif considérable en matière de gouvernance au cours de la période considérée et elle a permis au GoM de renforcer ses capacités institutionnelles. L'importance que revêt l'appui budgétaire général au Mozambique indique que la Banque accorde la priorité à la mise en œuvre des conclusions de la Déclaration de Paris concernant l'efficacité de l'aide, tout en contribuant à l'élaboration d'un mécanisme d'octroi de l'aide qui réduit le coût des opérations, renforce l'appropriation nationale et offre différentes options d'harmonisation des interventions des bailleurs de fonds.

L'impact des projets dans la plupart des secteurs a été satisfaisant malgré les difficultés spécifiques signalées pendant le suivi. Dans le souci d'éviter le chevauchement des informations, des renseignements supplémentaires concernant le portefeuille et les résultats sectoriels sont fournis dans le rapport de la revue du portefeuille pays (RRPP).

3.3 Allocation de ressources en fonction de la performance

3.3.1 L'actuel DSP s'inscrit dans le cadre des FAD 10 et FAD 11. Le programme d'allocation du FAD 10 (2005-2007) d'un montant de 100 millions d'UC⁴ a servi au financement de la première période du DSP, 2006-2007. En juillet 2008, le Gouvernement a soumis à la Banque ses priorités pour le financement au titre du FAD 11 et les négociations y afférentes étaient achevées. Le cycle de financement du FAD 10 (2008-2010) englobe la période restante du DSP (2008-2009) et s'élève à 126,72 millions d'UC, soit une augmentation de 26,72 % des ressources allouées au Mozambique⁵.

3.4 Gestion du portefeuille

3.4.1 Le projet de Revue de portefeuille pays (RPP) 2008 révèle que la performance générale du portefeuille du Mozambique est de 2,2, ce qui est satisfaisant. Il ressort de la comparaison avec la RPP 2005 (dont la performance était de 2) que la performance du portefeuille s'est nettement améliorée, bien que le système d'évaluation de la performance ait permis d'identifier 6 projets sans problèmes, 12 projets potentiellement à problèmes (PPP) et 1 projet à problèmes (PP), sur un total de 22 projets évalués. Le secteur agricole, le plus nanti en termes de ressources, a réalisé la plus mauvaise performance et nécessite une supervision et un suivi étroits. L'âge moyen du portefeuille est de 5,04 ans, ce qui est supérieur aux moyennes de la RRPP 2005 et de la Banque, soit respectivement 3,9 ans et 4,2 ans, en raison des retards d'exécution des projets très âgés dont les délais avaient été prorogés pour parachever les activités requises.

3.4.2 La faible capacité d'exécution et les contraintes institutionnelles sont les principaux défis qui interpellent aussi bien la Banque que le Gouvernement du Mozambique. Les principaux risques qui menacent le portefeuille sont les suivants : i) mauvaise qualité en amont en raison de la médiocrité de la conception et de la préparation du projet, ii) retards d'exécution, iii) Incapacité des CEP à maîtriser les règles et procédures de la Banque, iv) faibles capacités de contrôle et de gestion financière du projet, v) fort taux de rotation du personnel de la CEP et des chefs de projets de la Banque, vi) réaction tardive de la Banque aux besoins du projet, vii) retards de paiement de la TVA et de décaissement des fonds de contrepartie par le Gouvernement du Mozambique et viii) insuffisance du suivi et du contrôle effectués aussi bien par la Banque que par le GoM. La matrice du plan d'action du RRPP 2008 définit les actions spécifiques visant à améliorer le portefeuille.

3.5 Coordination et harmonisation de l'aide

3.5.1 La Banque est devenue membre du Groupe de bailleurs de fonds (Partenariat d'évaluation de la performance - PevP) en février 2006, groupe cohérent qui appuie une seule réforme du gouvernement, à savoir : le Plan d'action pour la réduction de la pauvreté absolue

⁴ Par rapport à la période précédente, les allocations au titre du FAD 10 ont enregistré une baisse de 37 %, passant de 160 millions d'UC à 100 millions d'UC, principale conséquence de la baisse de 25 % de l'évaluation de la performance du portefeuille du pays.

⁵ L'augmentation de 26,72 % résultait de l'amélioration globale des indicateurs d'allocation de ressources en fonction des performances : l'EPIP a augmenté, passant de 3,6 à 3,73, le RRPP est passé de 3 à 4, l'indicateur de Gouvernance a davantage contribué à l'amélioration des ressources du Mozambique. Cet indicateur est passé de 0,95 au titre du FAD 10 à 3,2 au titre du FAD 11.

pour 2006-2009 (PARPA II). Le DSP 2006/2009 de la Banque est aligné sur le PARPA II et met l'accent sur 2 des 3 piliers du PARPA, à savoir : la gouvernance et le développement économique. La Banque fait également partie des 8 groupes de travail sectoriels, et depuis 2007, elle assure la présidence du groupe de travail des bailleurs de fonds du secteur routier. Le personnel renforcé et adapté du bureau local du Mozambique facilitera la participation dans d'autres groupes importants dans lesquels il a été sous-représenté (économie, gouvernance, réforme du secteur public, décentralisation et gestion des fonds publics).

3.5.2 Aux termes de la Déclaration de Paris, la Banque est encouragée à utiliser davantage les systèmes en place dans le pays, dans les domaines tels que la gestion financière, la mise en œuvre des projets et les opérations de suivi et évaluation. Il ressort de la Revue de performance du PevP 2007, que la Banque a réalisé une mauvaise performance à cet effet. La Banque devra apporter des améliorations conformément à « l'approche du Groupe de la Banque visant l'utilisation accrue des systèmes en place dans le pays » approuvée par le Conseil d'administration en juillet 2008. Toutefois, le nombre de CEP a enregistré une baisse marginale, passant de 13 à 11, tandis que les activités coordonnées par la coopération technique sont passées de zéro à 12 en 2007. Le taux d'utilisation des systèmes publics de vérification et de passation des marchés était respectivement de 41 % et 44 % en 2007, en nette augmentation de la valeur de référence, soit 38 %. Le taux d'utilisation des autres systèmes publics de gestion des fonds publics a également augmenté, passant de 33 % à 41 %. Le recours aux actions axées sur le programme a enregistré une augmentation marginale, passant de 37 % à 38 %, tandis que les missions coordonnées sont passées de 21 % à 26 %. Les travaux d'analyse coordonnés ont été portés à 25 %.

3.5.3 En matière d'appui budgétaire, le Gouvernement du Mozambique et les membres du PevP ont convenu d'un Cadre commun d'évaluation de la performance (CevP) en vue de renforcer la fiabilité du financement et de réduire le coût des opérations. Les revues conjointes sont réalisées deux fois par an dans le but d'évaluer les progrès faits par le CevP sur le plan général, par rapport à l'année civile précédente. Par ailleurs, les décaissements sont effectués après l'évaluation globalement satisfaisante des repères. La Banque s'est complètement alignée sur ce processus.

IV. LEÇONS APPRISES A MI-PARCOURS

4.1 Leçons pour la Banque

4.1.1 *Nécessité d'améliorer la qualité des interventions de la Banque en matière de performance du portefeuille : réduction de l'âge moyen, période d'exécution plus rapide, meilleur suivi et analyse d'impact accrue :-* Il est nécessaire de réduire le facteur dont l'effet est le plus négatif sur la performance du portefeuille, à savoir l'âge des projets, en redoublant d'ardeur pour achever les vieux projets. La médiocre performance en matière de mise en œuvre découle des problèmes survenus lors de la conception, de l'exécution et du suivi du projet. Ceux qui conçoivent le projet devraient recevoir une analyse de référence détaillée ainsi que des études économiques et sectorielles analytiques, qui englobent les leçons apprises ainsi qu'un accord sur les meilleurs indicateurs d'évaluation des progrès et de mesure de l'impact, notamment sur les résultats en matière de réduction de la pauvreté.

4.1.2 *Nécessité de renforcer les initiatives de coordination de l'aide, d'accroître les initiatives de cofinancement et de s'efforcer d'être chef de file dans certains domaines techniques stratégiques.* Il est impérieux de renforcer la position de la Banque dans le cadre de coordination de l'aide du PevP, de favoriser une participation active au sein des groupes de travail du PevP et de consolider la coopération technique de la Banque. Le transfert de l'économiste pays et de spécialistes sectoriels supplémentaires au bureau régional du Mozambique, devrait consolider la position de la Banque, notamment au sein du groupe de travail du secteur économique. Il conviendrait également de faire des efforts pour promouvoir le cofinancement. Le Gouvernement a ouvertement déclaré qu'en matière de coordination, l'une des faiblesses de la Banque est la nécessité d'utiliser les systèmes du pays, notamment dans la passation des marchés.

4.1.3 *Nécessité de réduire les lourdeurs administratives dans les procédures afin d'améliorer la performance, de mieux assurer la coordination dans les domaines stratégiques et de renforcer la souplesse pour faire face aux nouveaux défis.* La position de la Banque est fragilisée par les procédures rigides qui alourdissent les opérations et réduisent sa capacité à réagir aux nouveaux défis imprévisibles.

4.2 Leçons pour le Gouvernement

4.2.1 *Nécessité pour le Gouvernement du Mozambique de mettre à profit la priorité que la Banque accorde au secteur de l'infrastructure, afin de renforcer l'impact de la réduction de la pauvreté en favorisant une approche intégrée dans l'élaboration des programmes de développement et la hiérarchisation des différents départements ministériels et secteurs.*

4.2.2 *Nécessité pour le Gouvernement de résoudre les problèmes de corruption, notamment en améliorant les procédures de vérification interne et externe, dans la perspective de rétablir sa crédibilité et d'éviter les réductions de l'aide.* En raison des résultats moins satisfaisants en matière de stratégies de lutte contre la corruption, et notamment de l'impact qu'a eu dans les médias locaux la réduction de l'appui budgétaire de la Suède et de la Suisse, le gouvernement devrait s'efforcer de rétablir sa crédibilité afin d'éviter des réductions ultérieures de l'aide.

4.2.3 *Nécessité pour le Gouvernement de consolider le renforcement des capacités et la prestation des services publics, afin d'accroître l'efficacité des ressources de l'aide et de relever les défis liés à un scénario d'aide toujours plus complexe et plus exigeant au Mozambique.* Le complexe scénario de l'aide conçu au Mozambique ces dernières années constitue non seulement une importante source de ressources, mais également un défi que devrait relever le Gouvernement pour améliorer ses capacités administratives, techniques et de gestion, afin d'assurer un impact positif.

4.2.4 *Nécessité pour le Gouvernement d'accorder la priorité aux résultats en matière de réduction de la pauvreté afin de s'assurer que la croissance est en faveur des pauvres, et améliorera le développement humain. Une attention particulière devrait être accordée à la prévalence du VIH qui ne cesse de s'aggraver et aux thèmes transversaux tels que les questions de genre.*

V. STRATÉGIE DU GROUPE DE LA BANQUE POUR LA PÉRIODE RESTANTE

5.1 Stratégie pour 2008-2009

5.1.1 Le Gouvernement du Mozambique devrait poursuivre la mise en œuvre de saines politiques macroéconomiques, et l'économie semble résister aux chocs extérieurs. Le DSPAR 2006-2009 de la Banque est aligné et ancré sur le PARPA II. Ainsi, le DSPAR conservera les deux piliers de la période restante. Les opérations en cours se poursuivront jusqu'à la fin de la durée du projet. La Banque mettra davantage l'accent sur la gouvernance par le truchement de l'appui budgétaire, en développant le secteur privé ainsi que ses activités sectorielles, afin de mieux réagir aux priorités du Gouvernement.

Les principales interventions ci-dessous s'inscriront dans le cadre des piliers du DSPAR pour la période restante:

Pilier I : Améliorer la performance en matière de gouvernance par le truchement de l'appui budgétaire

5.1.2 Les interventions au titre de ce pilier devront, en priorité, i) stimuler le développement économique en assurant la transparence, le devoir de rendre compte et l'application active des lois contre les actions criminelles et la corruption, et en réduisant les possibilités de détournement et d'abus des fonds et des ressources publics et ii) améliorer l'environnement pour le développement du secteur privé.

5.1.3 **Réformes macroéconomiques** : Elles permettent de s'assurer que le Gouvernement applique une politique visant une solide stabilité macroéconomique, par le suivi notamment de l'état des recettes fiscales et des dépenses publiques en faveur des pauvres. Cette tâche peut être facilitée par la participation active au sein des groupes de travail du PevP sur la macroéconomie.

5.1.4 **Réforme du secteur public** : Les interventions de la Banque serviront à renforcer le contrôle interne et externe, à assurer la transparence et à supprimer les actes illégaux. Il conviendrait également d'améliorer le Scénario budgétaire à moyen terme pour plus de transparence fiscale et des recettes fiscales accrues. La Banque appuiera également les efforts de décentralisation du Gouvernement, par l'exploitation et l'amélioration des Conseils consultatifs de District. La Banque devrait aussi s'assurer que le nouveau système de passation des marchés est bien en place.

5.1.5 **Réforme du système juridique et judiciaire** : des efforts devraient être faits afin de s'assurer que la réforme du système juridique et judiciaire transcende la simple production de réglementations, et met plutôt l'accent sur l'application de la loi. La libéralisation et l'amélioration du cadre réglementaire des entreprises seront pour déterminantes promouvoir le secteur privé.

5.1.6 **Secteur privé** : Il est avéré que le développement du secteur privé figure parmi les nouveaux stimulants de la croissance. La Banque appuiera le développement du secteur privé sur deux fronts, à savoir : i) l'amélioration du climat d'investissement ; et ii) l'investissement direct sélectif dans les projets à rendement élevé du secteur ou les projets potentiellement à

problèmes (PPP). De manière similaire, le guichet de la Banque responsable du secteur privé se chargera de l'exploration proactive des possibilités de financement des opérations catalytiques, par le truchement du nouveau spécialiste sectoriel du bureau local du Mozambique. Le profil du secteur privé du Mozambique identifie un certain nombre de secteurs à fort potentiel, susceptibles d'être ciblés par la Banque, à savoir : l'énergie, l'agro-industrie, le tourisme, les services financiers, l'exploitation minière et l'industrie.

Pilier 2: Infrastructure

5.1.7 Les interventions au titre de ce pilier seront menées dans les secteurs : i) du réseau routier, ii) de l'agriculture, iii) de l'appui au secteur social, iv) de l'eau et de l'assainissement et v) de l'électricité.

5.1.8 ***Secteur routier*** : Les routes Pambara –Rio Save et Macomia/Oasse figurent parmi les projets prioritaires du Gouvernement au titre du FAD XI dont la réalisation débutera pendant la période restante. Le projet de réhabilitation de la route Lichinga/Montepuez a été approuvé en juillet 2008 et la Banque recrutera un consultant pour en assurer la supervision. Après les études de faisabilité du corridor de Nacala, les travaux techniques débuteront pendant la période restante.

5.1.9 ***Agriculture*** : Au titre du FAD 11, la Banque financera la réhabilitation du barrage de Massingir, dont les conduites centrales de drainage ont été détruites en mai 2008 suite à un accident. La réhabilitation du barrage de Massingir est prioritaire en tant qu'une source d'irrigation pour l'agriculture ; de plus, ce barrage devrait être réparé de toute urgence pour garantir à l'avenir la sécurité des populations qui vivent en aval. Les microprojets tels que la pêche artisanale, l'irrigation à petite échelle, le financement rural et l'exploitation agricole familiale se poursuivront pendant la même période.

5.1.10 ***Eau et assainissement*** : Deux projets seront réalisés, à savoir : le projet d'approvisionnement intégré en eau potable dans les zones rurales pour les provinces de Nampula et Niassa, et le projet d'approvisionnement en eau potable dans les zones urbaines et d'appui institutionnel pour quatre villes.

5.1.11 ***Electricité*** : Dans le cadre du projet électricité III, un nouveau processus de passation de marchés sera mis en place. Le secteur tirera avantage de la réforme du secteur de l'énergie et du programme d'accès devenu effectif en 2005. Le projet électricité IV tirera profit du processus de qualification des entrepreneurs et de l'avis d'appel d'offres du 16 juillet 2008.

5.2 Activités de non prêts

5.2.1 Selon le Gouvernement, il serait intéressant que la Banque appuie la création d'un fonds commun des donateurs, destiné notamment aux programmes nationaux des statistiques, tels que le recensement et les enquêtes auprès des ménages, susceptibles de renforcer la production de données de qualité et de favoriser le contrôle de la pauvreté, de la sécurité alimentaire, des stratégies de prise en charge, etc. D'autres activités conjointes de recherche et d'analyse seront préparées et mises en œuvre, après l'identification des domaines pertinents, à fort impact sur la performance de la Banque et les besoins du GoM.

5.3 Questions relatives au dialogue

5.3.1 Pendant la période 2008-2009, le bureau régional du Mozambique renforcera le dialogue sur les défis identifiés pendant la présente revue. Le dialogue portera sur : i) l'assainissement de la gestion des finances publiques avec un accent sur l'audit et la passation de marchés publics, ii) l'efficacité de l'aide et la coordination des interventions des bailleurs de fonds, iii) le suivi et l'analyse de la pauvreté, iv) les meilleures pratiques en matière de suivi des résultats, v) la coordination avec les bailleurs de fonds sur la meilleure manière d'appuyer le développement du secteur privé, vi) le renforcement des capacités institutionnelles en vue de la mise en œuvre des approches axées sur les programmes, vii) les politiques sociales et sectorielles visant à améliorer les secteurs transversaux tels que le genre, l'environnement et le VIH/SIDA. Le dialogue peut englober des conférences conjointes, des ateliers et l'établissement des rapports sur les meilleures pratiques.

5.4 Gestion des risques et mesures d'atténuation

5.4.1 Il ressort des résultats que, pendant la période 2006-2008, le GoM a su maîtriser les risques endogènes et l'économie du Mozambique s'est montrée résistante à la plupart des chocs extérieurs.

5.4.2 Toutefois, il existe certains risques susceptibles d'influer sur les résultats prévus. Au nombre des principaux risques de la période 2008-2010 figurent : i) de mauvaises conditions climatiques susceptibles d'être provoquées par les changements climatiques imprévisibles et le réchauffement de la planète, exacerbant ainsi l'insécurité alimentaire et la crise alimentaire, ii) l'envolée persistante des cours du pétrole susceptible de renforcer l'impact négatif sur les termes de l'échange, iii) les élections de 2009 qui risquent de provoquer un dérapage des dépenses si elles sont mal gérées, iv) la perception de la corruption pourrait provoquer le retrait des bailleurs de fonds, compromettant ainsi le programme d'appui budgétaire et entraînant la réduction de l'aide, v) le faible empressement du GoM à mener des réformes et à appliquer les nouvelles lois.

Parmi les mesures d'atténuation qui ont permis de réduire l'impact de ces risques figurent: i) l'amélioration des mécanismes de réaction aux catastrophes et l'appui aux stratégies de prise en charge, suite aux conditions climatiques malsaines telles que les inondations et les cyclones, ii) le suivi de la performance du Gouvernement du Mozambique afin d'éviter les dérapages et de renforcer les stratégies de lutte contre la corruption, iii) l'analyse dans les délais des déficits vivriers et l'appui à la stratégie nationale contre la crise alimentaire, susceptible d'en réduire les effets, iv) l'appui des bailleurs de fonds aux efforts du GoM visant l'amélioration de la réforme du secteur public, le rétablissement de la crédibilité institutionnelle et la création d'un environnement transparent.

VI. CONCLUSION ET RECOMMANDATION

6.1 Conclusion

6.1.1 Pendant la période couverte par le présent DSP, des progrès ont été accomplis au niveau macroéconomique, à la faveur des réformes menées par le Gouvernement du Mozambique et de l'appui des bailleurs de fonds. Il ressort des résultats de la présente revue que les interventions de la Banque ont réellement contribué au DSPAR, les indicateurs de résultats affichant, à plus de 65 %, de réels progrès.

6.1.2 La revue a confirmé l'alignement du DSPAR sur la stratégie nationale et recommande le maintien des piliers du DSP pour la même période restante, avec un accent particulier sur la gouvernance et l'infrastructure dans les secteurs à renforcer. Elle réitère, par ailleurs, la priorité à accorder au secteur privé en tant que nouveau stimulant de croissance et source de développement potentiel.

6.2 Recommandation

Les Conseils d'administration sont priés d'approuver le renforcement des piliers prioritaires du DSPAR 2006-2009 dans le cadre des activités de la Banque, conformément aux priorités du Gouvernement.

Tableau 1
MOZAMBIQUE : Performance macroéconomique (2006-2008)

Indicateurs	Unité	2006	2007	2008	2009
		Réel	Réel	Proj.	Proj.
Revenu et prix nationaux					
• PIB nominal	en millions MT	176. 804	201.437, 3	226.386	255,325
• Croissance du PIB réel	%	8, 5	386	70	7.0
• PIB par habitant	en dollars EU	355	8, 2	453	474
• Indice des prix à la consommation (moyenne annuelle)	%	13, 2		7, 3	5, 5
Budget de l'Etat					
• Recettes (dons exclus)	en % du PIB	15, 3	16,4	16, 9	17, 4
• Dépenses et prêts nets	en % du PIB	27, 5	29	35, 1	34, 5
• Ratio recettes fiscales/ PIB	en % du PIB	13,2	14,4	14,4	14,8
• Proportion des priorités du PARPA dans la dépense publique totale	en % de la dépense publique	65,1	61,5	69,4	70,4
• Balance primaire intérieure	en % du PIB				
• Balance globale avant dons	en % du PIB	-1., 8	-2, 6	-3, 2	-3, 1
• Balance globale après dons	en % du PIB	-12, 5	-13, 5	-18, 3	-17
		-1, 7	-3, 9	-5, 5	-5,1
Monnaie et crédit					
• Monnaie et quasi-monnaie (M3)	en % du PIB	30, 3	33, 3	34, 6	35, 2
• Avoirs extérieurs nets	en millions de dollars EU	34.348	37,654	44.154	44.448
• Avoirs intérieurs nets	en millions de meticais	-19.612	-19.832	-23.220	-23.237
Créances sur l'Etat	en millions de meticais	-17.433	-18.900	-19.596	-18.715
Créances sur l'économie	en millions de meticais	16	308	308	308

Secteur extérieur

• Exportations	en millions de dollars EU	2.381	2,412	2.488	2.515
• Importations	en millions de dollars EU	-2.914	-3,093	-3.540	-3.664
• Réserves internationales brutes	Mois d'importations	4, 4	5	4, 6	4, 6
• Compte courant, transferts exclus	en millions de dollars EU	-1.125	-1,286	-1.954	-2.025
• Taux de change (Moyen)	MK/dollar EU	25	25,7	-	-
• Termes de l'échange	en millions de dollars EU	27, 3	4, 4	-8, 4	-7

Dette et Stock et Service

• VAN du total de la dette extérieure	en % du PIB	10	12, 6	-	-
• Service de la dette extérieure	en % des exportations	1, 2	1, 1	-	-
• Allègement de dette accordé par le FMI au titre de l'IADM	en millions de dollars	120	0	0	0
• Allègement de dette accordé par l'IDA au titre de l'IADM	en millions de dollars	1.319	0	0	0
• Allègement de dette accordé par la BAD au titre de l'IADM	en millions de dollars	465	0	0	0
• Allègement de dette accordé par le FMI au titre de l'initiative PPTE	en millions de dollars	34	0	0	0

Source : IMF PSI Review Report (juillet 2008)

Tableau 2
Indicateurs des résultats du suivi à moyen terme du DSPAR 2006-2008

Piliers stratégiques	Situation initiale	Progrès enregistrés	Commentaires	Résultats du DSP ⁶
	2005	2008		2009
<i>Pilier 1 du DSP: Gouvernance par le truchement de l'aide budgétaire</i>				
<ul style="list-style-type: none"> Réformes macroéconomiques 	Recettes fiscales/PIB=12,2%	2006:13.2% 2007: 14.4% 2008: 14.4% 2009: 14.8%	OBJECTIF ATTEINT Recettes totales réalisées en tant que % du PIB (cible de 14,9%).	2006:12,2% 2007:12,7% 2008:13,2% 2009:13,7%
	% du budget alloué aux priorités du PARPA = 66,3%	2006: 65% 2007: 61.5% 2008: 69.4% 2009: 70.4%	OBJECTIF ATTEINT	65% du budget est alloué aux priorités du PARPA
	Le système de comptabilité des finances publiques et de S&E est fragile.	Mise en œuvre des fonctions de base de E-SISTAFE aux ministères de la Santé, des Travaux publics et de l'Agriculture, aussi bien au niveau central que provincial. 25 ministères, 7 organismes publics & 544 UGE.	OBJECTIF ATTEINT	E-SISTAFE est mis en œuvre dans tous les ministères et son utilisation étendue aux fonctions de base (trésorerie, exécution du budget et comptabilité), tel que prévu dans le Plan d'action 2006-08.

⁶ Bien vouloir noter que les résultats du DSP présentés dans la présente rubrique sont les cibles prévues pour 2009, qui ont été définies dans le premier DSP de 2006.

- Réformes du secteur public

<p>La qualité des services publics est médiocre; la rationalisation et la restructuration fonctionnelle des ministères s'avèrent nécessaires.</p>	<p>La tendance générale du budget public est en conformité avec le CFMP, mais les données ne sont pas ventilées et les écarts entre les ministères ne sont pas expliqués.</p>	<p>OBJECTIF NON ATTEINT MAIS EVOLUTION FAVORABLE</p> <p>% des dépenses totales en tant que % du budget a été atteint et le nombre ciblé de rapports d'audits financiers approuvés par le TA a été atteint (176 alors que la cible était 90).</p>	<p>Exécution des plans de restructuration du CFMP au sein du MISAU, du MINAG, du MIC, du MAE, du MPD, du MF</p>
<p>La décentralisation s'avère nécessaire.</p>	<p>34% du budget est alloué aux provinces, 3% aux districts et 1% aux municipalités</p> <p>45 Districts organisent au moins 3 réunions (le score de 3 n'a pas été réalisé)</p>	<p>OBJECTIF PRESQUE ATTEINT</p> <p>OBJECTIF NON ATTEINT</p> <p>% des organes dotés au niveau central et provincial de cellules de contrôle interne opérationnelles (cible 30) Le score de 3 n'a pas été réalisé, l'objectif visé n'ayant été atteint qu'à 25%. Contraintes: capacité technique et managériale des membres des Conseils consultatifs.</p>	<p>37,7% du budget est alloué aux provinces, 3,36% aux districts et 0,84% aux municipalités</p> <p>60% des Conseils consultatifs de districts sont opérationnels avec 3 réunions par an</p>
<p>Sous-qualification du personnel et caractère non systématique du cadre de mesures incitatives.</p>	<p>Approbation par le Conseil des Ministres de nouvelles dispositions visant à mettre en place la nouvelle Administration fiscale.</p>	<p>OBJECTIF ATTEINT</p>	<p>Mise en œuvre du nouveau système de rémunération, avec une réduction de la masse salariale en tant que pourcentage du PIB</p>
<p>Faiblesse du système de passation des marchés.</p>	<p>Le nouveau système de rémunération a été parachevé</p>		

- Réforme juridique et judiciaire

Niveau élevé de corruption

Capacités institutionnelles limitées. Code juridique obsolète qui freine le développement des entreprises et de l'activité économique. Lenteur des progrès en matière d'apurement des affaires en instance et d'octroi de licences pour les nouvelles entreprises.

(Le score de 1 a été réalisé)
Création et mise en œuvre de la nouvelle Cellule de supervision des marchés publics (USAP).
Le système des marchés publics est opérationnel
Pas de données disponibles
Il n'y a pas eu beaucoup d'améliorations. Beaucoup de cas de corruption signalés, faisant l'objet d'enquête, dénoncés, portés devant la justice et jugés, n'existaient pas ou n'étaient pas disponibles.
Le pourcentage des décisions de justice rendues atteint 70%.
Le Code du travail a été adopté, ainsi que la législation pénitentiaire.

OBJECTIF ATTEINT

OBJECTIF NON ATTEINT (Note 4)

Toutefois, entre janvier 2007 et août 2008, les autorités mozambicaines ont révoqué 813 personnes de la fonction publique pour des délits englobant le vol et la corruption). En outre, 380 autres fonctionnaires ont été condamnés à une amende, et 247 ont été rétrogradés. Au total, 2.415 procédures disciplinaires ont été initiées au cours de cette période de 19 mois. 38 procédures disciplinaires ont impliqué des fonctionnaires occupant des postes de responsabilité.

OBJECTIF ATTEINT En outre, le nombre de procès s'est accru, passant à plus de 24.221.

OBJECTIF PARTIELLEMENT ATTEINT

Quelques progrès ont été enregistrés: Le nombre d'affaires jugées dans les délais prescrits a été atteint, ainsi que le nombre de

Mise en œuvre de la nouvelle réglementation (internationale) relative à la passation des marchés au niveau des districts à l'horizon 2007 et connexion avec E-SISTAFE

Croissance de la proportion (%) de cas dénoncés (auprès de la Cellule de lutte contre la corruption) dont la procédure a été bouclée.

Mise en œuvre des recommandations des enquêtes menées sur la corruption dans le cadre du plan stratégique à court et moyen terme de lutte contre la corruption et diffusion auprès du public.

Le pourcentage des décisions de justice rendues atteint 50%.

Approbation et mise en œuvre du Code de procédure civile révisé, du Code pénal et du

<p>Le Code pénal n'a pas été adopté.</p>	<p>délégations de District de l'IPAJ opérationnelles</p>	<p>Code notarial, du Code de commerce, du Code de procédure civile et de banqueroute et du Code du travail.</p>
<p>Réduction à 30 du nombre de jours nécessaires pour l'inscription au régime de commerce</p>	<p>OBJECTIF ATTEINT</p>	
<p>Pas d'information disponible.</p>	<p>PAS DE DONNEES DISPONIBLES</p>	
	<p>Flambée de problèmes fonciers à Matola en août 2008, inhérents à l'utilisation et au droits de propriété des terres.</p>	<p>Réduction à 90 du nombre de jours nécessaires pour remplir les formalités de création d'une entreprise (enregistrement et licence).</p> <p>Aboutissement de 95% des procédures d'acquisition de droit de propriété foncière en 90 jours.</p>

Pilier 2 du DSP: Infrastructure (Routes, irrigation, électricité et eau)

<ul style="list-style-type: none"> Réseau routier 	<p>Le mauvais état du réseau routier entrave l'accès aux marchés intérieurs régionaux, aux centres sociaux et économiques.</p>	<p>L'objectif de 75% des routes n'a pas été atteint (score 3), mais des progrès ont été enregistrés: 69%</p>	<p>OBJECTIF NON ATTEINT MAIS EVOLUTION FAVORABLE</p> <p>Des progrès de l'ordre de 69% ont été enregistrés en matière de construction de routes, qui a subi les effets négatifs des intempéries, notamment les inondations et le cyclone Favio.</p>	<p>Le réseau routier en bon et assez bon état s'est accru, passant à 75%.</p> <p>75%, 85%, 95% et 100% des tronçons de routes nationales (N1) Lichinga-Pemba, Nampula-Nacala, Machipanda-Beira et Ressano Garcia-Maputo seront en bon état à l'horizon 2006, 2007, 2008 et 2009 respectivement.</p>
<ul style="list-style-type: none"> Eau et assainissement 	<p>Les ménages et structures sanitaires ont peu ou pas d'accès à l'eau potable et aux services d'assainissement, en particulier dans les zones</p>	<p>La population ayant accès à l'eau passera à 48,5% dans les zones rurales et à 40% dans les zones urbaines, soit une augmentation de 9.871.523 du</p>	<p>OBJECTIF PARTIELLEMENT ATTEINT</p>	<p>Le pourcentage de la population ayant accès à l'eau potable et aux services d'assainissement a augmenté, passant</p>

• Electricité

rurales.

nombre de personnes ayant accès à l'eau potable. La population ayant accès à l'assainissement est passée à 47% dans les zones urbaines et à 39% dans les zones rurales.

respectivement à 45% et à 41%.

L'accès à l'électricité est limité, les coûts sont élevés et l'approvisionnement est peu fiable.

Accès à l'électricité:

2005 – 6,8%

2006 – 8,2%

2007 – 10,1%

Nouvelles connexions domestiques

En 2006 et en 2007 respectivement, 71.580 et 90.402 nouvelles connexions domestiques ont été réalisées, portant ainsi le nombre total de nouvelles connexions domestiques à 161.982⁷ entre 2005 et 2007.

Une étude tarifaire a fixé le tarif LRMC (Coût marginal à long terme) de l'approvisionnement à 9,1USc/KWh.

OBJECTIF ATTEINT

Les nouvelles connexions domestiques ont dépassé leur objectif. Cela a été dû essentiellement à l'amélioration de la performance de EDM dans le cadre du Contrat de performance conclu avec le Gouvernement et l'exécution de projets à travers ses propres investissements. Aussi, les taux d'accès à l'électricité se sont-ils accrus considérablement.

EdM a déjà instauré le tarif LRMC du fait de la mise en œuvre d'une politique d'augmentation annuelle des tarifs par étape et de la dépréciation du dollar EU. Toutefois, compte tenu de la forte augmentation des coûts à l'échelon mondial et local, il peut s'avérer nécessaire d'ajuster ces tarifs à la hausse afin de couvrir le coût d'approvisionnement.

30.000 nouvelles connexions électriques

Tableau 3
Récapitulatif des projets en cours

Banque Africaine de Développement - Mozambique Projets en cours au 31.07.2008												
#	Secteur	Fin.projet	Numéro du prêt	Titre du projet	Date d'approbation	Entrée en	Date de clôture	Montant approuvé	Montant	Montant	% décaissé	Age
	Agriculture	P-MZ-AAF-	2100150006688	PROJET DE DEVELOPPEMENT DE LA PECHE ARTISANALE	14-nov-01	04-avr-02	31-déc-08	14 170 000	-	3 726 883	26,30%	(101,87)
	Agriculture	P-MZ-AAF-	2100155001708	PROJET DE DEVELOPPEMENT DE LA PECHE ARTISANALE	14-nov-01	28-mars-02	30-déc-08	1 730 000	-	354 794	20,51%	(101,87)
	Agriculture	P-MZ-AAZ-	2100150000723	FAMILY SECTOR INCOME ENHANCEMENT PROJECT	31-oct-00	27-juil-01	30-déc-09	12 460 000	-	7 168 297	57,53%	(100,83)
	Agriculture	P-MZ-AAZ-	2100155000231	FAMILY SECTOR INCOME ENHANCEMENT PROJECT	31-oct-00	27-juil-01	30-déc-09	1 000 000	-	577 119	57,71%	(100,83)
	Agriculture	P-MZ-AA0-	2100150014043	MASSINGIR DAM AND SMALLHOLDER AGRICULTUR	02-mars-07	30-nov-07	31-déc-09	17 000 000	-	67 125	0,39%	(107,17)
	Agriculture	P-MZ-AA0-	2100150000711	MASSINGIR DAM AND SMALLHOLDER AGRICULTURAL REHAB	24-nov-93	30-mai-96	30-déc-08	55 000 000	-	53 936 658	98,07%	(93,90)
	Agriculture	P-MZ-AA0-	2100150007156	PROJET D'APPUI AUX INTERMEDIAIRES FINANCIERS EN MILIEU RURAL	12-nov-03	21-déc-04	30-juin-11	11 520 000	-	2 939 234	25,51%	(103,87)
	Agriculture	P-MZ-AA0-	2100155002003	PROJET D'APPUI AUX INTERMEDIAIRES FINANCIERS EN MILIEU RURAL	12-nov-03	21-déc-04	30-juin-11	3 840 000	-	239 183	6,23%	(103,87)
	Agriculture	P-MZ-A00-	2100150000731	PROJET D'IRRIGATION A PETITE ECHELLE	02-déc-98	26-sept-00	30-mars-09	12 430 000	-	7 532 086	60,60%	(98,92)
	Agriculture	P-MZ-A00-	2100155000252	PROJET D'IRRIGATION A PETITE ECHELLE	02-déc-98	26-sept-00	30-mars-09	1 210 000	-	785 140	64,89%	(98,92)
	Agriculture	P-MZ-AZ0-	21001550006516	Entreprenariat féminin et développement des compétences	25-janv-06	17-mai-07	31-déc-12	2 510 000	-	58 127	2,32%	(106,07)
7	Total Agriculture							132 870 000	-	77 384 644	58,24%	(101,65)
	Finance	P-MZ-HZ0-	2100155005616	Projet d'AT au secteur financier (FSTAP)	04-oct-05	23-nov-05	31-janv-12	6 800 000	-	1 216 191	17,89%	(105,76)
1	Total Finance							6 800 000	-	1 216 191	17,89%	(105,76)
	Ind/Mini/Quar	P-MZ-BA0-	2100150006671	RENFORCEMENT DES CAPACITES DE GESTION DE RESSOURCES	03-sept-01	22-mars-02	29-déc-08	3 290 000	-	2 565 423	77,98%	(101,68)
	Ind/Mini/Quar	P-MZ-BAA-	2000120000169	PROJET DE SABLES MINERALISES DE MOMA	21-mai-03	18-mai-05	18-oct-07	24 677 953	-	24 677 953	100,00%	(103,39)
2	Total Ind/Mini/Quar							27 967 953	-	27 243 376	97,41%	(102,53)
	Multisecteur	P-MZ-K00-	2100155005317	Appui Institutionnel pour la réforme du secteur public	22-juin-05	17-oct-06	31-août-09	2 126 000	-	261 041	12,28%	(105,48)
	Multisecteur	P-MZ-K00-	2100150013093	PRÊT DE SOUTIEN A LA REDUCTION DE LA PAUVRETE	27-oct-06	30-nov-06	30-juin-08	60 000 000	-	60 000 000	100,00%	(106,83)
2	Total Multisecteur							62 126 000	-	60 261 041	97,00%	(106,15)
	Energie	P-MZ-FA0-	2100150012843	PROJET ELECTRICITE IV	13-sept-06	24-janv-08	31-déc-12	26 300 000	-	254 093	0,97%	(106,70)
	Energie	P-MZ-FA0-	2100150007228	Programme de réforme secteur energie & d'accès à l'énergie	05-nov-03	14-déc-04	31-déc-08	9 017 000	-	1 655 899	18,36%	(103,85)
	Energie	P-MZ-FA0-	2100155002048	Programme de réforme du secteur de l'énergie & d'accès à l'énergie	05-nov-03	14-déc-04	31-déc-08	1 965 000	-	60 848	3,10%	(103,85)
	Energie	P-MZ-FA0-	2100150006670	PROJET D'ELECTRIFICATION RURALE (ELECT III)	03-sept-01	28-mars-02	31-déc-09	11 120 000	-	2 352 715	21,16%	(101,68)
	Total Energie							48 402 000	-	4 323 555	8,93%	(104,02)
	Social	P-MZ-I00-001	2100150000714	PROJET EDUCATION III	15-juil-98	17-nov-99	30-juin-08	10 687 000	-	9 869 469	92,35%	(98,54)
	Social	P-MZ-I00-001	2100155000234	PROJET EDUCATION III	15-juil-98	17-nov-99	30-juin-08	1 628 000	-	794 326	48,79%	(98,54)
	Social	P-MZ-IA0-006	2100150006657	PROJET EDUCATION IV	13-sept-01	25-mars-02	31-déc-08	10 000 000	-	1 732 512	17,33%	(101,70)
	Social	P-MZ-IB0-001	2100150000726	PROJET SANTE II	21-déc-00	31-mai-01	31-déc-08	9 000 000	-	3 001 717	33,35%	(100,98)
	Social	P-MZ-IB0-001	2100155000233	PROJET SANTE II	21-déc-00	29-déc-00	31-déc-08	600 000	-	139 960	23,33%	(100,98)
3	Total Social							31 915 000	-	15 537 984	48,69%	(100,15)
	Transport	P-MZ-DB0-	2100150013143	PROJET ROUTIER MONTEPUEZ-LICHINGA	27-oct-06	12-juil-07	31-août-11	30 100 000	-	-	0,00%	(106,83)
	Transport	P-MZ-DB0-	2100150000727	PROJET DE REHABILITATION DE LA ROUTE VANDUZI-CHANGARA	15-déc-99	11-août-00	31-déc-09	16 790 000	-	9 786 026	58,28%	(99,96)
	Transport	P-MZ-DB0-	2100155000251	PROJET DE REHABILITATION DE LA ROUTE VANDUZI-CHANGARA	15-déc-99	07-juil-00	31-janv-05	800 000	474 679	325 321	100,00%	(99,96)
2	Total Transport							47 690 000	474 679	10 111 347	22,20%	(102,25)
	Approv. en	P-MZ-E00-	2100150000735	PROJET INTEGRE D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET	08-déc-00	29-août-01	29-juin-09	15 770 000	-	9 601 672	60,89%	(100,94)
	Approv. en	P-MZ-E00-	2100155000250	PROJET INTEGRE D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET	08-déc-00	28-août-01	29-juin-09	1 000 000	-	548 602	54,86%	(100,94)
	Approv. en	P-MZ-E00-	2100150000734	PROJET D'AUGMENTATION DE L'APPROVISIONNEMENT EN EAU DE	17-juin-99	17-août-00	30-juin-08	17 500 000	-	17 435 787	99,63%	(99,46)
	Approv. en	P-MZ-E00-	2100155000246	PROJET D'AUGMENTATION DE L'APPROVISIONNEMENT EN EAU DE	17-juin-99	17-août-00	30-juin-08	2 160 000	-	1 094 773	50,68%	(99,46)
	Approv. en	P-MZ-E00-	2100150007036	APPROVISION. EN EAU, ASSAINIS. & APPUI INST. EN MILIEU URBAIN	20-déc-02	17-déc-03	30-déc-09	19 064 810	-	8 546 290	44,83%	(102,97)
	Approv. en	P-MZ-E00-	2100155001917	APPROVISION. EN EAU, ASSAINIS. & APPUI INST. EN MILIEU URBAIN	20-déc-02	17-déc-03	30-déc-09	2 310 000	-	669 350	28,98%	(102,97)
3	Total Approv. en eau/Assainissement							57 804 810	-	37 896 474	65,56%	(101,13)
23	Grand Total							415 575 763	474 679	233 974 613	56,42%	(103,54)

Tableau 4
Performance du portefeuille

Indicateurs de performance		Evolution			Comparaison interne		Comparaison externe	
		2006	2007	2008	MOZ.	Banque (FAD)	MOZ.	BM Moz
Mise en oeuvre & Impact (a)	Age (années)			5,1	5,1	4,3	5,1	3,9
	Taux de décaissement cumulé (%)	74,94	79,27	81,63	81,63	18,00	81,63	62,00
	Taille moyenne du projet (millions d'UC)	14	17,6	20,01	20,01	14,6	20,01	49
	Evaluation globale du projet (Echelle 0-3)	2	2,2	2,2	2,2	S.O	2,2	S.O
	Projets à risques (%)	72,20	55,60	56,52	56,52	47,00	56,52	6,00
	Projet à problèmes (%)		5,60	4,35	4,35	11,00	4,35	6,00
	Vieux projets (%)	13,64	21,74	21,74	21,74	17,00	21,74	20 (b)
	De l'approbation à l'entrée en vigueur (Mois)	12,65	11,8	12,62	12,62	17	12,62	3 (c)
	Opérations d'investissement <10 millions d'UC (% du nombre total de projets)	58,90	65,30	62,10	62,10	21,00	62,10	4 (d)
	Taux de supervision (nombre moyen de missions par projet, par an)		1,5	1,5	1,5	S.O	1,5	2
	Engagements à risques (%)		55,90	56,00	56,00	< 25	56,00	6,00
Harmonisation & Alignement (e)	Coopération technique coordonnée (%)	S.O	12,00			38,00		14,00 (f)
	Utilisation des systèmes d'audit du Gouvernement (% des décaissements)	38,00	41,00			33,00		26,00 (f)
	Utilisation du système de passation des marchés du Gouvernement (% des décaissements)	38,00	44,00			43,00		26,00 (f)
	Utilisation d'autres systèmes de gestion des finances publiques (% des décaissements)	38,00	41,00			33,00		35,00 (f)
	Nombre de CEP parallèles	13	11			S.O		0 (f)
	Prédictabilité de l'aide (%)					56,00		
	Utilisation des approches basées sur le programme (Nombre)	37	38			S.O		4 (f)
	Missions coordonnées (%)	21,00	26,00			19,00		14,00 (f)
	Travaux analytiques coordonnés (%)	S.O	25,00			55,00		67,00 (f)

30 juin pour chaque année considérée; l'exercice budgétaire de la Banque mondiale court du 1er juillet au 30 juin; difficiles d'obtenir des inform

(b) Projets nationaux d'aménagement des eaux 2 et de restructuration des voies ferrées et des ports; clôture des deux projets en mars 2009

(c) De la signature à l'entrée en vigueur

(d) Réforme du secteur de la communication, GEF- Réforme de l'énergie et accès à l'énergie, GEF-Zones de conservation transfrontalières et développement du tourisme, GEF-Développement de petites exploitations dans la vallée du Zambéze

(e) Les données sur l'harmonisation & l'alignement ne sont pas disponibles, étant donné que l'évaluation conjointe de la revue est effectuée rétroactivement; aussi, à ce point en 2008, l'information disponible ne concerne-t-elle que l'année 2007

(f) Les dernières données disponibles concernent 2007

Source: BAD, RAPP 2006 et résumé du portefeuille au 31/07/08

Note : Les données sur l'harmonisation & l'alignement ne sont pas disponibles parce que l'évaluation de la revue conjointe est effectuée rétrospectivement, de sorte que les informations de 2008 disponibles à ce jour ne concernent que 2007.

Annexe

UE DU MOZAMBIQUE

DOCUMENT DE STRATÉGIE PAYS 2006-2009 : RAPPORT SUR LA REVUE A MI-PARCOURS

ADDENDUM

Le présent addendum prend acte de l'annonce faite par les autorités mozambicaines, suite à la rédaction, de proroger d'un an la période d'application de la présente stratégie de réduction de la pauvreté. Le Plan d'action II pour la réduction de la pauvreté absolue (PARPA II) a donc été prorogé jusqu'à fin 2010.

Pour assurer l'alignement total du document de stratégie pays de la Banque sur le cycle de planification nationale et pour tirer pleinement parti de l'orientation stratégique à donner pour le prochain PARPA, la recommandation figurant à la section 6.2 est révisée comme suit :

CODE est prié : i) de prendre acte du renforcement des piliers prioritaires du DSPAR 2006-2009 dans le cadre des activités de la Banque, compte tenu des priorités du Gouvernement, et de recommander au Conseil d'administration de proroger d'un an la période d'application du DSP, étendant ainsi sa couverture jusqu'à fin 2010.